

Maisons de retraite: Et si on doublait le nombre de personnels soignants auprès des personnes âgées dépendantes?

DÉPENDANCE Deux députées ont proposé, ce mercredi, de doubler le nombre de personnels soignants auprès des personnes dépendantes alors qu'une mobilisation est prévue jeudi...



Illustration: un Ehpad. — PASCAL PAVANI / AFP

Les professionnels de la santé dénoncent le manque d'effectifs depuis des mois.

Une manifestation est prévue ce jeudi à Paris.

Dans un rapport, deux députées ont proposé de doubler le personnel soignant.

La promesse datait de 2006. Elle devait être mise en place en 2012.

"Nous sommes en 2018 et nous attendons toujours...", déplore Pascal Champvert.

Le président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) manifestera donc, ce jeudi avec une dizaine de syndicats, pour réclamer au gouvernement plus de moyens pour gérer les personnes âgées dépendantes qu'elles soient soignées à domicile ou dans des établissements spécialisés (Ehpad).

➤ Ehpad : Pourquoi la réforme fait polémique

Devant le ministère de la Santé, ils réclameront comme ils le font dans la rue depuis cinq mois ce qu'ils appellent le "ratio de 1 pour 1". Autrement dit que le secteur de la dépendance affiche autant de personnel (soignant ou non) que de personnes dépendantes dont le nombre est estimé à 1,4 million



<https://www.dailymotion.com/video/x6dw2r3>

en France (700.000 à domicile, 700.000 en établissements). Le ratio est de 0,6 pour 1 aujourd'hui.

Un rendez-vous avec Agnès Buzyn ce jeudi ?

La revendication n'a rien de saugrenue. Elle avait déjà fait l'objet de vastes débats sous Nicolas Sarkozy puis François Hollande.

"Mais Emmanuel Macron semble, lui, avoir abandonné l'idée de réformer la dépendance", regrette Pascal Champvert. "Il n'en parle pas..."

Des députées le font pour lui. Mercredi, Monique Iborra (LREM) et **Caroline Fiat (LFI)** ont rendu un rapport sur le sujet. Elles ne proposent pas d'appliquer "le ratio de 1 pour 1" mais de doubler, dans un premier temps, le nombre de personnels soignants (infirmiers et aides-soignants), dont le ratio est aujourd'hui de 0,3 pour 1, dans un délai de "quatre ans maximum" pour le porter à 60 équivalents temps-plein pour 100 résidents. Selon Monique Iborra, cette mesure correspondrait "pratiquement" au ratio d'un salarié (tous personnels confondus) pour un résident réclamé par les syndicats.

► "C'est déplorable..." : Les personnels d'Ehpad témoignent

"Bien sûr que nous accueillons cette proposition de façon positive", lâche Pascal Champvert. "Mais il faudra déjà qu'Agnès Buzyn nous reçoive pour en discuter !"

Mobilisés depuis cinq mois, les syndicats de santé devraient être reçus pour la première fois ce jeudi, même si mercredi en fin d'après-midi ils ne connaissaient toujours ni le lieu du rendez-vous avec la ministre ni l'horaire...

"C'est une urgence sanitaire"

Ils connaissent en revanche l'essentiel du discours qu'Agnès Buzyn entend leur livrer. Mardi, elle a évoqué de "possibles ajustements" de la réforme du financement des maisons de retraite mais a déjà indiqué que la France n'avait ni "les moyens budgétaires" ni "les ressources humaines" pour garantir le taux de 1 pour 1 qu'elle estime "sans fondement scientifique".

Secrétaire Fédéral Santé Privée à la CGT, Dominique Chave n'en revient toujours pas.

"Pas de fondement scientifique ? Il faudrait qu'elle voit vraiment dans quelles conditions les collègues travaillent dans les Ehpad ! Nous réclamons simplement le droit aux personnes dépendantes de bénéficier d'une heure et demie d'assistance par jour !"

Mais l'argent reste toujours le nerf de la guerre. Alors que la dépendance s'annonce comme le grand chantier du futur avec l'allongement de l'espérance de vie et les progrès de la médecine, il faudra bien trouver de nouveaux financements.

"C'est une urgence sanitaire", s'étrangle Caroline Fiat, la députée (LFI) auteure du rapport. "Nous avons rencontré la ministre mardi soir et elle nous a dit que l'État n'avait pas

d'argent. Mais quand on a diminué les APL de 5 euros, on n'a pas demandé aux gens s'ils avaient l'argent !"

Selon elle, il faudrait 8 milliards d'euros pour permettre aux personnes dépendantes de "vivre dignement".

En octobre 2017, Agnès Buzyn avait consenti à lâcher 50 millions d'euros supplémentaires pour les Ehpad en difficulté.